

CRISE LIBYENNE

Quel rôle pour l'Algérie ?

Le séjour en Algérie, mais surtout la virée à l'école d'application des troupes spéciales de Biskra du chef d'état-major des armées françaises, le général d'armée Pierre de Villiers, relance ces spéculations autour d'une intervention militaire française en Libye. En filigrane de ces supputations, des questions autour du rôle de l'Algérie sont soulevées. Qu'en est-il au juste ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'association de manière directe de l'Algérie dans les opérations militaires que la France envisagerait de mener en Libye paraît invraisemblable pour de multiples raisons. Ceci même si d'aucuns suggèrent la possibilité, y entrevoyant une causalité avec la visite de Pierre de Villiers en Algérie.

La probabilité d'une implication de l'Algérie est vraiment ténue, cependant. En tout cas, les observateurs les plus sérieux et les analystes les plus perspicaces l'excluent. Comme lors de l'intervention occidentale au Mali, au moment de l'opération française Serval notamment, l'Algérie n'impliquera pas ses troupes dans des opérations mili-

taires en Libye. Tout d'abord, parce que la non-intervention en terre étrangère est un crédo de l'armée algérienne et parce qu'ensuite l'opinion nationale n'y serait pas favorable.

Par ailleurs, l'Algérie s'est toujours positionnée en faveur d'une solution politique négociée. C'est sous son entremise qu'est mené le dialogue intermalien, lequel vise à faire sortir le Mali du cycle de l'instabilité qui le ronge.

Pourrait-elle cependant réussir le même mécanisme s'agissant de la crise libyenne ? Envisage-t-elle, du moins, d'en prendre l'initiative ? Fin août dernier, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra a soutenu, à propos



Lamamra rejette les solutions militaires.

d'éventuelles attaques occidentales sur la Libye, que l'Algérie «ne croit pas aux solutions militaires pour la résolution des crises politiques dont souffrent les pays voisins à l'instar de la crise libyenne.»

Dans une déclaration à la presse, Ramtane Lamamra avait affirmé

en outre que «l'Algérie a déjà exprimé à maintes reprises son rejet des solutions militaires et reste aujourd'hui sur sa position».

Cette position-ci de l'Algérie ne pouvait pas avoir changé avec la visite du chef d'état-major des armées françaises. L'Algérie avait,

par ailleurs, pris l'initiative d'appeler à la création d'un groupe des Etats voisins de la Libye pour trouver une solution à la crise politique.» En fait, l'Algérie plaide pour un dialogue politique entre les Libyens. Cependant, ce dialogue est difficile à amorcer et conduire étant donné la complexité de la situation en Libye, livrée aux rivalités des milices armées.

La difficulté réside aussi dans le fait qu'il n'y a pas d'antécédent en matière de médiation algérienne en Libye, contrairement aux crises maliennes qui ont connu moult médiations algériennes.

Ceci, bien sûr, à supposer qu'il reste encore une chance à la solution politique. Les Français semblent vouloir engager des opérations militaires.

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves le Drian avait souligné l'éventualité d'un mouvement des forces françaises au Mali vers la frontière libyenne.

S. A. I.

TERRORISME

Des dissidents d'Al Qaïda se rallient à l'EI

Des terroristes dissidents d'Al Qaïda au Maghreb islamique ont fait allégeance à l'Etat islamique d'Abou Bakr al-Baghdadi. Daté du 27 août, le communiqué marquant la création de «Djound el Khalifa en Algérie» a été rédigé par les membres de la phalange El Houdda d'Aqmi qui active dans le Centre et l'Est algérien.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Une nouvelle organisation terroriste voit le jour. Djound el Khalifa en Algérie se présente comme le représentant de l'Etat islamique que dirige Abou Bakr al-Baghdadi.

Dans un communiqué daté du 1^{er} Dhu el Kidda, soit le 27 août, et rendu public ces derniers jours sur le web, il est fait état des conditions de création de la franchise algérienne de l'EI. Il s'avère que les initiateurs sont des

terroristes de la phalange el Houdda d'Al Qaïda au Maghreb islamique qui active dans les régions centre et est du pays.

Le «texte fondateur» fait référence à une sourate et à deux hadiths pour confirmer «la déviance de la démarche d'Al Qaïda-mère». On y lit également que l'allégeance à l'Etat islamique d'Abou Bakr al-Baghdadi, qualifié de «Khalif des musulmans» était acquise au sein de plusieurs unités d'Aqmi mais qu'il était nécessaire

de «créer une direction afin de guider le groupe de combattants».

Une initiative prise par les membres du majliss echoura (conseil consultatif) de la phalange el Houdda. Un terroriste surnommé Khaled Abou Suleimane a été désigné en qualité «d'émir Djound el Khalifa en Algérie». Derrière ce sobriquet se cache Abdelmalek Gouri, un terroriste activant dans les régions de Boumerdès et de Tizi-Ouzou.

Ancien «émir» de la katibat el

Arkam, il a été condamné à plusieurs reprises à la peine capitale, notamment pour kidnapping. C'est donc sous la direction de ce terroriste que cette nouvelle organisation compte imposer l'Etat islamique.

Dans sa déclaration d'allégeance, Djound el Khalifa en Algérie fait vœux «d'obéissance totale» à Abou Bakr al-Baghdadi afin de participer «à faire ériger l'étendard de l'Etat islamique de la Chine à l'Andalousie».

T. H.

LA TRIPARTITE SE TIENT CE JEUDI

L'article 87 bis du code du travail en «vedette»

Le tant controversé article 87 bis du code du travail volera bien la vedette lors du sommet tripartite qui regroupera ce jeudi, le gouvernement au patronat et au seul partenaire social qu'est l'UGTA.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Cet article de la loi 90-11, du 21 avril 1990, relative aux relations de travail, modifié le 11 janvier 1997, stipule que «le salaire minimum national garanti (SMNG) doit comprendre le salaire de base, les primes et les indemnités, quelle que soit leur nature, à l'exception des indemnités versées pour payer les dépenses assumées par le

travailleur». Ce qui a fait que les partenaires sociaux ont de tout temps revendiqué sa suppression et son abrogation au moment où, du côté de l'Exécutif et du patronat, on a, jusqu'ici, tergiversé quant à cette option de par ses incidences économiques. Avec, notamment, le risque d'une inflation dont le taux annuel actuel oscille entre 3% et 4% si, bien enten-

du, l'augmentation des salaires, que la suppression de cet article suppose, n'est pas accompagnée d'une augmentation de la production et de la productivité, comme le souligne plus d'un économiste.

L'abrogation de l'article a été introduite, pour rappel, dans le projet de loi de finances pour 2015 adopté en Conseil des ministres le 26 août dernier. Une option dont l'application suppose la finalisation des décrets et de circulaires interministérielles entre les ministères des Finances et du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité

sociale.

D'où, comme l'affirmera le président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), «les mesures d'application de la suppression de cet article du code du travail qui suppose une autre formule de calcul du SNMG à définir, qui seront débattues lors de cette tripartite».

Une définition du SNMG qui a obéi à certaines contraintes de l'époque des années 1990 mais qui ne sont plus de mise actuellement.

Pour Habib Yousfi, cette abrogation est synonyme d'une «augmenta-

tion salariale», d'où, poursuivra-t-il, l'impératif de «booster la production nationale si l'on veut limiter les effets d'un «probable boom de l'inflation».

Outre donc ce fameux article d'ordre social, la tripartite de ce jeudi traitera, également et essentiellement, de la croissance économique, de la relance des investissements, comme l'a soutenu le Premier ministre pour qui la solution pour ce faire consiste en «la création d'unités productives pour que l'Algérie récupère sa base industrielle».

M. K.

TAYEB ZITOUNI, MINISTRE DES MOUDJAHIDINE, AU FORUM DU QUOTIDIEN EL DJOUMHOURIA :

«Le gouvernement de Bouteflika a des défis à relever pour contrer ceux qui veulent diviser»

Intervenant lors d'une conférence au forum du quotidien El Djoumhouria, tenue hier à Oran, M.Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine, s'est longuement étalé sur les défis et les batailles que doit remporter, dit-il, «le gouvernement, qui doit combattre la division et la violence que veulent semer des minorités au sein de la société. Le gouvernement de Bouteflika est celui de l'avenir !».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour l'intervenant, ses propos sont objectifs, «Non je ne fais pas dans la démagogie ! C'est une réalité.

Qui aurait pu réaliser 250 000 relogements en quelques mois seulement ? Seule l'Algérie a pu réaliser ce défi et compte même d'ici décembre reloger 350 000, alors faites les comptes.» Et de

poursuivre dans les éloges à l'égard du président de la République le gouvernement du président Bouteflika est un gouvernement d'avenir, c'est un gouvernement de défis à relever, de combats à remporter, une équipe qui doit semer la confiance et la fidélité parmi le peuple.

Un gouvernement qui doit combattre la violence et la division, qui

porte atteinte à l'unité du peuple, un gouvernement qui doit rehausser la dignité des moudjahidine». Et de défendre, «non je ne mène pas campagne, il faut juste dire la réalité... Quel travail, quelle fidélité, quel sacrifice !».

Abordant l'aspect religieux, l'intervenant insiste sur les purs préceptes de l'islam, loin de ceux qui appellent dit-il, «au désespoir, à la division et à la violence, cet islam là on ne le reconnaît pas».

Le ministre s'est dit fier et inquiet à la fois, l'Algérie ayant réussi à maintenir une certaine stabilité contrairement à d'autres pays, n'est pas pour autant sans menaces. «L'Algérie est entourée

de frontières minées, préfabriquées, instables. Tous les pays arabes, africains, maghrébins... sont instables et connaissent des problèmes grave, seule l'Algérie connaît une stabilité, grâce à quoi ? C'est grâce à la politique menée par le président Bouteflika, à Dieu, à l'armée, et au peuple.»

Par ailleurs, le ministre a insisté sur l'importance de la conférence internationale que compte organiser son ministère, documents et preuves à l'appui, pour dénoncer toutes les exactions commises par le colon français : tortures, violences, viols... «Afin que, dit-il, l'histoire soit témoins de leur barbarie et que les générations futures de

Français en soient informées et qu'elles aient honte de ce qu'ont fait leur ancêtres comme actes barbares et contraires aux libertés et droits de l'Homme, que leur pays prône aujourd'hui».

Durant son intervention, le ministre a évoqué les grandes lignes du programme conçu pour célébrer le 60^e anniversaire de la Révolution algérienne.

Ainsi il est prévu 31 rencontres internationales, 82 conférences, 110 émissions (radio, télé), 492 expositions, 66 concours et bien d'autres événements, que le ministère des Moudjahine espère à la hauteur de l'événement.

A. B.